



Laurence Caramel

Monrovia
Envoyée spéciale

Les camions chargés de grumes roulent de nouveau sur la piste de Buchanan, dans le comté de River Cess au sud-est du Liberia... Le nuage de poussière laissé par leur passage rappelle un temps pas si lointain où le commerce du bois était synonyme de guerre. Pendant quatorze ans, de 1989 à 2003, la destruction de la forêt a financé un des conflits civils les plus atroces du continent avant de remplir les caisses du président Charles Taylor, aujourd'hui jugé pour crimes contre l'humanité par le tribunal pénal international de La Haye.

Fin avril, le premier bateau chargé d'azobe et de niangon, deux essences prisées sur le marché international, a quitté le port de Buchanan depuis la levée de l'embargo imposé sur le commerce du bois entre 2003 et 2006 par les Nations unies pour priver les groupes armés d'un de leurs principaux revenus. Destination : la France qui, pendant toutes les années noires, resta le deuxième importateur de bois libérien après la Chine.

En remontant encore la piste depuis Buchanan, la végétation, clairesmée aux abords de la côte, devient de plus en plus dense, pour se transformer au bout de quelques heures en un majestueux rideau d'arbres dressés de part et d'autre de l'étroite bande de terre tracée par les bulldozers pour pénétrer au cœur de la forêt. Au détour de la route vallonnée, on découvre alors un vaste chantier.

C'est ici que la compagnie libérienne EJ & J Investment Corp. a installé son quartier général. Elle est à l'origine de la première cargaison exportée. « Nous sommes là depuis janvier 2009, mais nous ne sortons le bois que depuis quelques mois », explique un contremaître devant une carte où sont délimitées parcelles et plans de coupe des 57 000 hectares de concession fraîchement accordée par le gouvernement.

Au Liberia, la reprise de l'exploitation forestière se fait au rythme d'un pays encore à genou. Ports détruits, ponts coupés, routes défoncées : le délabrement général des infrastructures reste jusqu'à présent le meilleur allié d'une forêt redevenue pour partie inaccessible. Le secteur repart de zéro. Condition à la levée de l'embargo : toutes les concessions accordées avant 2006 ont été annulées. Seules quelques entreprises ont été autorisées à reprendre l'exploitation. Un nouveau code forestier, plus strict, a été adopté. Chaque arbre abattu pour être vendu à l'étranger doit être frappé d'un code-barres permettant de suivre sa trace du lieu de coupe au port d'embarquement.

La société suisse SGS, financée par l'aide américaine et la Banque mondiale, a été chargée de garantir la légalité du bois exporté. Installée au siège de l'Autorité pour le développement forestier à Monrovia, elle forme les fonctionnaires locaux qui, à partir de 2012, devront seuls assurer les contrôles. « Toutes les concessions doivent être cartographiées, et les arbres

Une forêt à sauver

Le Liberia a toujours vécu de l'exportation et du pillage des bois exotiques. Aujourd'hui, le plan international de lutte contre la déforestation promet de rémunérer le carbone stocké par les arbres. Une solution ? Le gouvernement hésite



pays. Le travail est colossal », explique Roland Carey, de SGS.

Surveillée comme un bien aussi précieux que les mines de diamant ou de fer dans ce pays toujours quadrillé par 10 000 soldats des Nations unies, la forêt a rapporté à l'Etat moins de 2 millions de dollars en 2009, selon l'Initiative pour la transparence des industries extractives, instaurée en 2007 par le gouvernement pour traquer tous les revenus liés à l'exploitation des ressources naturelles. Sous le règne de Charles Taylor, le commerce des grumes crachait des dizaines de millions de dollars.

Combien de temps ce sursis va-t-il durer ? « Regardez ce qui s'est passé au Ghana et en Côte d'Ivoire, la forêt a disparu en vingt ans. Il n'y a aucune raison que cela n'arrive pas au Liberia », redoute Jessica Donovan, de l'ONG américaine Conservation International (CI). Le Liberia ne fait pas partie des géants comme le Brésil, l'Indonésie ou la République démocratique du Congo sur lesquels se focalise l'attention de la communauté internationale, mais il figure sur l'agenda des grandes ONG anglo-saxonnes engagées dans la lutte contre la disparition des forêts tropicales de la planète : le Liberia abrite près de la moitié de la dernière forêt d'Afrique de l'Ouest qui, à l'origine, s'étendait de la Guinée au Togo. Ici vivent la plupart des derniers spécimens de la faune d'Afrique occidentale.

Le temps presse. Le travail manque. La misère est partout. Sept ans après la fin de la guerre et les espoirs suscités par l'élection à la tête de l'Etat de l'économiste Ellen Johnson-Sirleaf en 2006, la déception est palpable. La première dame

le pays a chuté. « Si Charles Taylor revenait aujourd'hui, il serait élu », assure un diplomate occidental.

Les paysans venus s'entasser à Monrovia pour fuir la guerre continuent de vivre d'expédients, transformant une ville conçue pour 300 000 habitants en un triste dortoir de plus d'un million et demi d'âmes. Le retour des réfugiés dans leur province est une priorité. Encore faut-il leur offrir un travail pour les convaincre de rentrer chez eux. Quelques contrats ont été signés. A 80 kilomètres à l'est de Monrovia, la compagnie malaisienne Sime Darby a décroché, en déboursant quelque 700 millions d'euros, une concession de 200 000 hectares pour faire du palmier à huile, et rêve de faire du Liberia une tête de pont pour son expansion vers l'Afrique de l'Ouest et l'Europe. « Il n'y a que des terres dégradées, pas de forêt primaire », promet Zylkifh Isa, responsable de la future plantation.

Le temps presse. La pression monte sur la forêt. Les villages, dont la population gonfle au rythme de 3,5 % par an, défrichent toujours plus loin. Pour trouver de nouvelles parcelles à cultiver et produire du bois de chauffe. « Si le gouvernement ne prend pas maintenant les bonnes décisions, il sera bientôt trop tard », affirme Jessica Donovan dont l'organisation demande un moratoire de deux ans sur l'attribution de nouvelles concessions forestières.

A raison de 5 dollars en moyenne la tonne de carbone stockée au lieu d'être relâchée dans l'atmosphère, 40 millions de dollars pourraient chaque année tomber dans les caisses de l'Etat

Jusqu'à présent, les écologistes avaient peu d'arguments à faire valoir pour persuader les pays en développement de protéger leurs forêts. La lutte contre le changement climatique et le rôle joué par les forêts tropicales dans le stockage du CO₂, le principal gaz à effet de serre, modifient la donne. « Pour la première fois, nous pouvons dire : protéger la nature ne va pas vous coûter d'argent. Cela peut au contraire vous en rapporter », souligne la représentante de CI.

Ce petit « miracle » repose sur l'espoir

Un site de la société suisse SGS, chargée de garantir la légalité du bois exporté du Liberia.

GLENNA GORDON/AFP

couper pas leurs arbres. Soit en consacrant une partie de l'aide au développement à la lutte contre la déforestation, soit par la création d'un grand marché de « crédits carbone » forestiers sur lequel les entreprises occidentales pourraient s'approvisionner pour atteindre une partie de leurs objectifs de réductions d'émissions. Tous les pays industrialisés ayant pris des engagements climatiques prévoient cette « soulesse » pour soulager les efforts que vont devoir réaliser leurs industriels. Le projet de loi américain sur le climat, toujours bloqué au Congrès, y recourt abondamment.

Nul ne sait quelle sera l'issue des négociations internationales sur le climat, mais la perspective de cette récompense – qui prendrait la forme d'un mécanisme financier baptisé REDD (Reducing Emissions from Deforestation and Degradation) – a fait naître de telles attentes qu'aucun pays forestier ne veut prendre le risque de passer à côté. Les grandes ONG de conservation sont les premières à pousser dans ce sens.

Au Liberia, CI appuie très directement le gouvernement. Elle met à sa disposition des experts et de l'argent. « REDD est notre priorité. C'est l'avenir pour construire un modèle de développement moins prédateur pour les ressources naturelles », assure Jessica Donovan. L'ONG coache les délégués chargés de participer aux négociations internationales, élabore les documents exigés par les bailleurs avant d'accompagner un pays sur le long chemin qui doit conduire à REDD, dessine des scénarios à vingt ans... L'avenir qu'elle propose au Liberia est résumé dans un rapport d'une soixantaine de pages : « Vers une économie verte ».

Pour neutraliser les principaux moteurs de la déforestation, CI suggère de donner un coup de frein à l'exploitation forestière, d'accélérer la création de parcs naturels transformés dans cette nouvelle approche en concessions « carbone », de basculer d'une agriculture sur brûlis à des méthodes plus intensives... A raison de 5 dollars en moyenne la tonne de carbone stockée au lieu d'être relâchée dans l'atmosphère, 40 millions de dollars pourraient chaque année tomber dans les caisses de l'Etat, selon ses estimations. Soit près de 10 % des recettes budgétaires actuelles.

Ce rapport se trouve depuis quelques semaines sur le bureau de Chris Neyor, le conseiller d'Ellen Johnson-Sirleaf pour l'énergie, le climat et la biodiversité. C'est en grande partie sur lui que reposent les chances de passer ou non cette option au sommet de l'Etat. L'ancien professeur de chimie à l'université de Pennsylvanie y réfléchit : « Notre économie a jusqu'à présent toujours été liée à l'exploitation de la forêt. Je ne dis pas que c'est la bonne stratégie, mais quand la préoccupation est de survivre au jour le jour, on ne pense pas en priorité au changement climatique. »

Le temps presse. CI sait que le pays ne peut se payer le luxe d'attendre. Sur le terrain, il faut démontrer que REDD n'est pas